

Egypte : du côté des conservateurs

mercredi 23 novembre 2011, par [BARON Alain](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2011).

Le chapitre ci-dessous fait partie du numéro de *Solidaires International* (automne 2011) consacré à l’Égypte. Pour accéder à la partie introductive, cliquer ici : [Égypte : une révolution en marche - Un dossier Solidaires](#) (ESSF article 23526).

Sommaire

- [L’ARMÉE](#)
- [PARMI LES AUTRES PARTIS](#)

L’ARMÉE

L’armée bénéficie historiquement d’un certain prestige. D’une part, parce que ce se sont les « officiers libres » de Nasser qui ont, en 1952, débarrassé l’Égypte de la tutelle britannique ; d’autre part en raison des guerres contre l’État d’Israël. L’armée constituait pourtant simultanément, depuis près de 60 ans, la colonne vertébrale du système sécuritaire de l’ancien régime.

L’armée est, par ailleurs, une importante institution économique et sociale avec ses entreprises, ses fermes, ses clubs, ses hôpitaux ou ses académies. Elle contrôlerait 25 % de l’activité économique. De nombreux officiers ou anciens militaires occupent des postes importants dans la vie économique, administrative et médiatique.

En janvier et février 2011, les responsables de l’armée ont très intelligemment refusé d’entrer dans la spirale de la répression et ont préféré destituer Moubarak. Le Conseil supérieur des forces armées (CSFA), constitué d’une vingtaine d’officiers supérieurs, s’est alors présenté comme le garant d’une transition vers un « pouvoir civil élu ».

L’armée est aujourd’hui sur le devant de la scène. Elle cherche à redéfinir les modalités de son contrôle (contrôle de l’information, place de la police, légitimité de l’armée, cadre politique...). La direction de l’armée dispose de l’appui politique et financier de l’Union européenne, et surtout des États-Unis qui lui versent une aide militaire annuelle d’un milliard et demi de dollars.

Elle semble s’orienter vers la mise en place d’un cadre pluraliste conservateur qui lui permettrait de préserver ses intérêts et d’assurer le « calme social » : le Conseil supérieur des forces armées a promulgué, notamment pour cette raison, le décret-loi du 23 mars criminalisant les grèves et les manifestations.

LES ISLAMISTES

* Les Frères musulmans

La confrérie des Frères musulmans et le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) qu'il a constitué [1], sont sans doute aujourd'hui les principales forces politiques d'Égypte. On attribue en général aux Frères plusieurs dizaines de milliers de membres [2]. Grâce à leurs ressources financières importantes, les Frères entretiennent un réseau d'œuvres charitables qui supplée en partie au retrait de l'État des services sociaux. Cela leur assure une emprise considérable sur une partie importante des milieux populaires.

Depuis 2007, la confrérie est aux mains de son aile la plus conservatrice, incluant des courants salafistes⁴. Même si des jeunes Frères musulmans participaient dès le début aux mobilisations qui ont permis la chute de Moubarak, la direction de la confrérie a attendu le 28 janvier pour commencer à soutenir le mouvement. Elle a ensuite participé aux pourparlers du 5 février avec le Premier ministre nommé par Moubarak. « *La participation au dialogue du 5 février a été un signal pour l'armée indiquant la disponibilité des Frères musulmans pour une transition dans la stabilité (et la continuité)* », estime Laura Guazzone. L'armée a alors destitué Moubarak et instauré un compagnonnage avec les Frères musulmans. Ensemble, ils ont fait approuver par le référendum du 19 mars des amendements à la Constitution maintenant l'Islam comme religion d'État ainsi que la prééminence juridique de la charia.

Depuis la mi-février, les Frères combattent activement les grèves ainsi que les manifestations et rassemblements hostiles aux pouvoirs militaires (comme par exemple ceux du 27 mai). Ne voulant pas être accusés de vouloir imposer leur hégémonie (sans doute pour ne pas provoquer un blocage avec les pays occidentaux), les Frères ont pris en février la décision de ne pas présenter de candidat à la prochaine élection présidentielle. En ce qui concerne les législatives, ils ne devraient présenter des candidats que pour 30 à 40 % des sièges à pourvoir. [3]

Dans une interview publiée le 27 mai, une organisation comme les Socialistes révolutionnaires qualifiait les Frères musulmans de force « contre-révolutionnaire » : « *Le but principal des Frères est d'empêcher la poursuite du processus révolutionnaire. Pour cette raison, ils soutiennent l'armée et le Conseil supérieur. Ils défendent la nouvelle loi qui interdit les grèves et les manifestations. Ils disent que la population doit rentrer à la maison et attendre les élections* » [4].

* Les organisations salafistes

Elles disent vouloir retourner à l'Islam des origines. Du temps de Moubarak, les salafistes se disaient « au-dessus de la politique », ce qui n'empêchait pas leurs dirigeants d'avoir de bonnes relations avec la sécurité d'État. En janvier et février 2011, Les salafistes demandaient à la population de ne pas se rendre sur la place Tahrir. Ils ont condamné très clairement le mouvement, expliquant notamment que le Coran interdisait de renverser le pouvoir en place.

Une fois au pouvoir, le Conseil supérieur des forces armées a donné aux salafistes un temps d'antenne important à la télévision, où leur point de vue est présenté comme incontournable. Les salafistes sont en général accusés d'être à l'origine des agressions contre les chrétiens coptes et leurs églises.

PARMI LES AUTRES PARTIS

* **Le Wafd** est le parti historique de la bourgeoisie égyptienne [5]. Entre 1924 et 1952, le Wafd a été périodiquement au pouvoir avant d'être interdit par Nasser. Légal depuis 1978, il dénonce avec continuité les mobilisations en cours. Le Wafd est fermement attaché à renforcer l'alliance électorale avec les Frères musulmans. Il est d'accord avec eux pour que l'Islam demeure la religion officielle de l'Etat [6].

ANNEXE : A PROPOS DE QUELQUES SCISSIONS DES FRÈRES MUSULMANS

Al-Wassat :

Ce courant est composé d'anciens Frères musulmans exclus en 1996, et se présentant comme « modérés ». Leur but n'est plus « *l'établissement de l'Etat islamique ou la restauration du califat, mais la liquidation de l'Etat providence ou, à tous le moins, un sérieux dégraissage de celui-ci* » [7]. Pour eux, les prérogatives de l'Etat devraient être « peu étendues et limitées aux Affaires étrangères, à la Défense, à la Justice et à la Police ».

Les communautés religieuses « *devraient être responsables de l'Education, de la Santé et de la Sécurité sociale de leurs ouailles* ». Al-Wassat est en grande partie composé de jeunes « *massivement engagés dans le business, à la tête de compagnies d'informatique, dans le commerce, les médias ou l'immobilier. C'est donc sans surprise que l'on constate que l'accent est mis sur le travail volontaire et l'autonomie du secteur privé. Au gouvernement revient alors le rôle de favoriser la croissance, alors que les répertoires religieux de la dime obligatoire, des dons religieux volontaires et des biens de mainmorte sont mobilisés à tour de bras pour dynamiser 'l'économie sociale', c'est-à-dire les PME, et prendre le relais du Welfare State au niveau des mécanismes de redistribution* ». Opposé à l'instauration d'un Etat islamiste, Al-Wassat est simultanément pour l'interdiction de l'alcool, de l'homosexualité et de la sexualité hors mariage.

Parti de la renaissance égyptienne (Hizb Ennahda Al-Masry)

Créé en mars 2011 par Ibrahim Al-Zaafarani, il dénonce le traditionalisme rigide de la confrérie.

Parti du courant égyptien (Hizb Al-Tayyar Al-Masry)

Il a été fondé en juin 2011 par des jeunes islamistes ayant participé à la révolution du 25 janvier. Son effectif était évalué, fin juin, à 150 membres [8]. Ce groupe reproche notamment à la direction des Frères :

- ses réticence ou son opposition aux manifestations,
- son soutien à Mohammed El-Baradei pour diriger un gouvernement transitoire,
- ses connivences avec l'armée.

A noter qu'Abdel Monim al-Futuh [9], qui était depuis 2007 le seul représentant de la « faction des

réformistes » au sein de la direction des Frères musulmans [10], a été exclu de la confrérie le 19 juin [11]. Président de l'Ordre des médecins et influent parmi les jeunes Frères, il refusait notamment toute limitation religieuse aux principes démocratiques. Il s'opposait en particulier à ce que l'accès à la présidence de la république soit interdit aux femmes et aux coptes [12].

Parmi les sources :

<http://printempsarabe.blog.lemonde.fr/2011/06/27/les-freres-musulmans-egyptiens-rattrapes-par-la-revolution>

Laura Guazzone : Les Frères musulmans en Egypte : entre néo-autoritarisme, réformisme et islamisme - *Maghreb-Machrek* n° 207 (printemps 2011).

P.-S.

* Solidaires international n°7, automne 2011.

Notes

[1] <http://ikhwanmisr.info>

[2] « Le parti reste de loin le plus organisé, celui qui dispose de la plus grande renommée et du plus grand trésor de guerre à dépenser aux législatives » .<http://themideaster.com/2011/06/23/is-the-muslim-brotherhood-fracturing-ahead-of-elections-in-egypt/>

[3] <http://www.swp.ie/reviews/interview-hisham-fouad-revolutionary-socialists-egypt/4487>

[4] <http://www.swp.ie/reviews/interview-hisham-fouad-revolutionary-socialists-egypt/4487>

[5] <http://weekly.ahram.org.eg/archives/parties/wafd/libanner.htm>
<http://weekly.ahram.org.eg/archives/parties/wafd/prncpls.htm>

[6] <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/17052/Egypt/Politics-/Wafd-leader-denounces-Tahrir-sitin.aspx>

[7] Hasam Tammam et Patrick Haenni : « Downsize it » for heaven's sake - *Maghreb-Machrek* n° 182, hiver 2004-2005

[8] <http://printempsarabe.blog.lemonde.fr/2011/06/27/les-freres-musulmans-egyptiens-rattrapes-par-la-revolution>

[9] <http://weekly.ahram.org.eg/2005/743/profile.htm> www.abolfotoh.net

[10] Depuis 2007, cette faction était marginalisée au profit des courants les plus rétrogrades,

notamment salafistes (cf. Hasam Tamam et Patrick Haenni dans « L’Egypte au présent » - Actes Sud (2001) pp 892-893.

[11] <http://ikhwanmisr.info/article.php?id=28737>

[12] Jean-Noël Ferrié : Les Frères musulmans et la modération - Maghreb-Machrek n°194 (Hiver 2007-2008)